

ENTRE VENT DE COLÈRE ET VENTS CONTRAIRES

**1ère organisationsyndicale dans la fonction publique, la CGT recule à la
seconde place, privé et public confondus.**

Une fin d'année 2018 surprenante. Les Gilets Jaunes (GJ), malgré bien des ambiguïtés sur l'internationalisme et le lien avec le mouvement syndical, ont remis le social au centre de l'actualité politique française. D'une revendication de rond-point centrée sur la taxe gas-oil, le discours a abouti à la valeur fondamentale de l'impôt et au rétablissement de l'ISF. De l'individualisme à la solidarité, «de la feuille de paie à l'organisation de la société» (éditorial de l'hebdomadaire Politis du 12/12/2018). Un remake du fameux «Tous ensemble» de 1995.

A entendre les nombreux témoignages de celles et ceux qui sont mobilisés, c'est bien la question de la justice sociale qui irrigue ce mouvement né sur les réseaux sociaux. Le grand écart entre les salaires de misère et les grandes fortunes alimente l'indignation des gilets jaunes qui sont soutenus, dans la durée, par une grande majorité de la population. Ces mobilisations locales nombreuses, nationales aussi, fondées sur des revendications exprimées par des salarié.e.s et, qui plus est, qui emportent l'adhésion du plus grand nombre, n'est-ce-pas le scénario idéal? N'est-ce pas la démarche que vise la CGT dans ses formations syndicales? Un cas d'école d'expression collective de la colère, suffisamment organisée et déterminée pour qu'elle débouche sur un premier recul du gouvernement et une victoire pour le monde du travail.

Pas un syndicat n'est aux manettes

Ces GJ sont majoritaires à ne pas connaître le syndicalisme en général, et la CGT en particulier, à n'avoir aucun contact avec un syndicat. Cela peut paraître désolant, et objectivement ça l'est, d'autant plus que les GJ ne sont pas les seuls à ne pas avoir de contact avec la CGT. Beaucoup de techniciens et cadres aussi n'ont pas ce contact alors que cette population est centrale dans le tissu social et économique français. Pour preuve, dans le privé comme dans la fonction publique, un pourcentage important de cadres est dans l'incapacité de voter CGT, faute de listes syndicales CGT dans le troisième collège. C'est une des raisons de la perte de la place de première organisation syndicale en France

**60 % des ICT
ne peuvent pas
voter CGT faute
de candidats**

pour la CGT. Notre absence de ce terrain électoral profite à la CFDT.

D'après l'analyse proposée par l'Ugict-CGT, lors de son Conseil national du 12 décembre 2018, « 60 % des ICT ne peuvent pas voter CGT faute de candidats ». Une situation qui fait rager et qui doit nous alerter vis-à-vis de nos prochaines élections. Même si pouvoir voter CGT n'est pas toujours suffisant, car encore faut-il que « l'offre syndicale » CGT réponde aux attentes des ICT, que la démarche syndicale et le contenu revendicatif soient en rapport avec leurs aspirations, leur travail, la place qu'ils.elles occupent dans l'entreprise. Mais qu'il s'agisse de désert syndical ou d'inadaptation à la cartographie salariale, le constat est sévère et les conséquences pèsent immanquablement sur la représentativité.

Un contexte médiatique défavorable à la CGT

Entre des GJ remontés et des syndicalistes esseulés, tous les médias confondus ont fait le choix de parler des premiers et d'ignorer les seconds, suivant en cela des tendances lourdes. En mai, les cheminots en grève ont été ignorés, alors qu'ils refusaient la suppression de petites lignes régionales jugées non rentables par la SNCF. Ils luttaient de fait contre la désertification rurale.



Pourtant, en décembre, les projecteurs ont été braqués sur les Gilets Jaunes qui protestaient en province, faute de pouvoir boucler les fins de mois, face aux difficultés pour se rendre au travail, chez le médecin, à l'hôpital... des services publics toujours de plus en plus éloignés de leurs lieux de vie. Ne s'agit-il pas de la même question cruciale : l'abandon par l'Etat du service public de proximité sur l'autel de la rentabilité ?

D'un côté, un mouvement classique de grève, mené par des organisations syndicales impliquées historiquement et politiquement dans le jeu institutionnel, mais totalement discréditées par le pouvoir et le patronat. Avec des médias qui concourent de moins en moins à l'enrichissement de la vie démocratique en ne relayant que le discours économique dominant ; qui n'essaient pas vraiment de donner la parole à ceux qui s'opposent au dé-tricotage du service public et dont les idées ne dépassent pas les débats de spécialistes ou très rarement.

De l'autre côté, un mouvement qui surgit de nulle part, qui se propage en quelques jours via les réseaux sociaux et porte son désespoir dans les beaux quartiers parisiens et les centres villes des métropoles provinciales. Le terme de « Jacquerie », tout droit sorti du moyen âge, fait flores avant que de reportages en analyses sociologiques l'expression de révolte sociale le supplante.

La CGT conserve première place dans la fonction publique

Avec 21,8 % des voix, la CGT est suivie par la CFDT à 19 % des suffrages, FO : 18,1 %, l'UNSA : 11,2 %, la FSU : 8,7 %, Solidaires : 6,3 %. Comparé aux résultats 2014, la CGT perd 1,3 % des suffrages ainsi que -0,3 % pour la CFDT et -0,5 % pour FO. Moins de 50 % (49,8%) des salariés ont participé à ce scrutin professionnel.

Trouver des candidats pour donner la possibilité de choisir la CGT à tous les ICT

Et les ICT dans tout cela ?

Le sondage « Harris interactive » du 4 décembre dernier nous indique que les cadres et professions intellectuelles supérieures ne s'affichent qu'à 13% Gilets Jaunes. Une implication faible, car ils sont moins touchés par la précarité sociale, même s'ils sont certainement bien plus nombreux. Ses à soutenir le mouvement, indignés par cette injustice sociale de plus en plus marquée.

Mais faute de candidats CGT aux prochaines élections, le risque est fort que ce soit autant de voix ICT qui manquent à la CGT pour changer le cours des choses... Mettons donc à profit les quelques mois qui nous restent pour trouver tous ces candidats et donner la possibilité de choisir la CGT à tous les ICT ! ■